



Assemblée générale

Distr. limitée
24 mars 2025
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-huitième session

24 février-4 avril 2025

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Albanie, Allemagne, Andorre*, Arménie*, Australie*, Autriche*, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada*, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie*, Danemark*, Équateur*, Espagne, Estonie*, Finlande*, France, Géorgie, Grèce*, Guatemala*, Hongrie*, Irlande*, Islande, Italie*, Japon, Lettonie*, Lituanie*, Luxembourg*, Macédoine du Nord, Malte*, Monaco*, Monténégro*, Norvège*, Nouvelle-Zélande*, Paraguay*, Pays-Bas (Royaume des), Pologne*, Portugal*, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Slovaquie*, Slovénie*, Suède*, Suisse, Tchéquie, Thaïlande et Ukraine* : projet de résolution

58/... Liberté de religion ou de conviction

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution [36/55](#) de l'Assemblée générale, du 25 novembre 1981, dans laquelle l'Assemblée a proclamé la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction,

Rappelant également l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres dispositions pertinentes relatives aux droits de l'homme,

Rappelant en outre sa résolution [55/16](#), du 4 avril 2024, et les autres résolutions sur la liberté de religion ou de conviction ou sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou les convictions que lui-même, l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme ont adoptées,

Rappelant ses résolutions 5/1 et 5/2, du 18 juin 2007,

Prenant note avec satisfaction des conclusions et recommandations formulées à l'issue des ateliers d'experts organisés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et figurant dans le Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, adopté à Rabat le 5 octobre 2012,

Réaffirmant que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés,

Rappelant que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment ceux des personnes appartenant à des minorités religieuses, y compris leur droit de manifester librement leur religion ou leurs convictions,

* État non membre du Conseil des droits de l'homme.



Profondément préoccupé par la persistance des manifestations d'intolérance et de violence fondées sur la religion ou les convictions visant des personnes, y compris des personnes appartenant à des communautés religieuses et à des minorités religieuses, dans le monde entier,

Insistant sur l'importance de l'éducation pour la promotion de la tolérance, qui suppose que la population accepte et respecte la diversité, notamment en ce qui concerne l'expression religieuse, et soulignant que l'éducation, en particulier à l'école, devrait contribuer véritablement à la promotion de la tolérance et à l'élimination de la discrimination fondée sur la religion ou les convictions,

1. *Souligne* que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction, notamment la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou des convictions de son choix ou de n'en avoir aucune, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou ses convictions, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement de rites, y compris le droit de changer de religion ou de convictions ;

2. *Insiste* sur le fait que la liberté de religion ou de conviction et la liberté d'expression sont interdépendantes et intimement liées et qu'elles se renforcent mutuellement, et met l'accent sur le rôle que ces droits peuvent jouer dans la lutte contre toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou les convictions ;

3. *Se déclare profondément préoccupé* par l'apparition de nouveaux obstacles à l'exercice du droit à la liberté de religion ou de conviction et par les manifestations d'intolérance, de discrimination et de violence fondées sur la religion, notamment :

a) Le nombre croissant d'actes de violence visant des individus, notamment des personnes appartenant à des minorités religieuses, dans diverses parties du monde ;

b) La montée de l'extrémisme religieux dans différentes parties du monde, qui a des répercussions sur les droits des individus, notamment des personnes appartenant à des minorités religieuses ;

c) Les manifestations de haine, de discrimination, d'intolérance et de violence fondées sur la religion, qui peuvent prendre la forme de stéréotypes désobligeants, de la pratique négative du profilage et de la stigmatisation liée à la religion ou aux convictions ;

d) Les cas qui, tant en droit que dans la pratique, constituent des violations du droit fondamental à la liberté de religion ou de conviction, notamment du droit des personnes d'exprimer publiquement leurs convictions spirituelles et religieuses, compte tenu des articles pertinents du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des autres instruments internationaux ;

e) Les systèmes constitutionnels et législatifs qui ne prévoient pas de garanties adéquates et effectives permettant à tous, sans distinction, de jouir de la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction ;

f) Les attaques visant des lieux saints, des lieux de culte et des sanctuaires, et la profanation de cimetières, en violation du droit international, en particulier du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire ;

4. *Condamne* toutes les formes de violence, d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou les convictions ou exercées en leur nom, ainsi que les atteintes à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction, et tout appel à la haine religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, qu'il soit lancé dans la presse écrite, les médias audiovisuels ou électroniques ou par tout autre moyen ;

5. *Condamne également* la violence et les actes de terrorisme de plus en plus nombreux visant des individus, notamment des personnes appartenant à des minorités religieuses, partout dans le monde ;

6. *Souligne* qu'aucune religion ne devrait être assimilée au terrorisme car cela peut avoir des effets négatifs sur l'exercice de la liberté de religion ou de conviction par tous les membres des communautés religieuses concernées ;

7. *Souligne également* que les États devraient agir avec la diligence voulue pour prévenir les actes de violence visant des personnes appartenant à des minorités religieuses, enquêter sur ces actes et les sanctionner, quels qu'en soient les auteurs, et que tout manquement à cette obligation peut constituer une violation des droits de l'homme ;

8. *Engage vivement* les représentants des gouvernements et les dirigeants de tous les secteurs de la société et des communautés concernées à s'exprimer contre les actes d'intolérance et de violence fondés sur la religion ou les convictions ;

9. *Exhorte* les États à redoubler d'efforts pour promouvoir et protéger la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction et, à cette fin :

a) À veiller à ce que leurs systèmes constitutionnel et législatif prévoient des garanties adéquates et effectives pour assurer à tous, sans distinction, la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction et, notamment, l'accès à la justice et des recours utiles en cas de violation de la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction ou du droit de pratiquer librement sa religion, y compris le droit de changer de religion ou de convictions ;

b) À appliquer toutes les recommandations issues de l'Examen périodique universel concernant la promotion et la protection de la liberté de religion ou de conviction qu'ils ont acceptées ;

c) À veiller à ce qu'aucun individu relevant de leur juridiction ne soit privé du droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne en raison de sa religion ou de ses convictions, ni soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ni ne fasse l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires pour cette raison, et à ce que tous les auteurs de violations des droits visés soient traduits en justice ;

d) À mettre fin aux violations des droits humains des femmes, en s'attachant tout particulièrement à éliminer les pratiques et la législation qui établissent une discrimination à l'égard des femmes, notamment dans l'exercice de leur droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction ;

e) À veiller à ce que nul ne fasse l'objet de discrimination en raison de sa religion ou de ses convictions en ce qui concerne, notamment, l'accès à l'éducation, aux soins médicaux, à l'emploi, à l'aide humanitaire ou aux prestations sociales, et à garantir à chacun le droit et la possibilité d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux services publics de son pays, sans aucune discrimination fondée sur la religion ou les convictions ;

f) À revoir, lorsqu'il y a lieu, les modalités d'enregistrement des faits d'état civil, afin de faire en sorte qu'elles ne limitent pas le droit de chacun de manifester sa religion ou ses convictions, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé ;

g) À veiller à ce qu'aucun document officiel ne soit refusé à quiconque au motif de sa religion ou de ses convictions et à ce que chacun ait le droit de choisir de ne pas spécifier sur ces documents son appartenance religieuse ;

h) À garantir, en particulier, le droit de chacun de pratiquer un culte ou de tenir des réunions ou de dispenser un enseignement se rapportant à une religion ou à des convictions, ainsi que d'établir et d'entretenir des lieux à ces fins, et le droit de chacun de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées dans ces domaines ;

i) À veiller à ce que, dans le cadre de leur législation nationale et conformément au droit international des droits de l'homme, la liberté de tous les individus, notamment des membres des minorités religieuses, d'établir et d'entretenir des institutions à caractère religieux, caritatif ou humanitaire soit respectée et protégée sans réserve ;

j) À veiller à ce que, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, tous les agents publics et les fonctionnaires, notamment les membres des forces de l'ordre, le personnel des établissements pénitentiaires, les militaires et les éducateurs, respectent la liberté de religion ou de conviction et n'exercent pas de discrimination pour des raisons liées à la religion ou aux convictions, et à mener les activités de sensibilisation, d'éducation ou de formation nécessaires à cet effet ;

k) À prendre, conformément aux obligations internationales en matière de droits de l'homme, toutes les mesures nécessaires et appropriées pour lutter contre la haine, la discrimination, l'intolérance et les actes de violence, d'intimidation et de coercition motivés par l'intolérance fondée sur la religion ou les convictions, ainsi que contre tout appel à la haine religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité et à la violence, en prêtant une attention particulière aux personnes appartenant à des minorités religieuses partout dans le monde ;

l) À promouvoir, par l'éducation et par d'autres moyens, la compréhension mutuelle, la tolérance, la non-discrimination et le respect dans tout ce qui a trait à la liberté de religion ou de conviction, en favorisant, dans la société dans son ensemble, une meilleure connaissance des différentes religions et convictions, ainsi que de l'histoire, des traditions, des langues et de la culture des différentes minorités religieuses relevant de leur juridiction ;

m) À empêcher toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la religion ou les convictions pouvant entraver la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales en toute égalité, et à déceler les signes d'intolérance susceptibles d'engendrer une discrimination fondée sur la religion ou les convictions ;

10. *Souligne* qu'il importe de poursuivre et de renforcer le dialogue sous toutes ses formes, notamment entre les personnes de différentes religions ou convictions et au sein de ces groupes, en l'ouvrant plus largement à tous, y compris aux femmes, afin de promouvoir la tolérance, le respect et la compréhension mutuelle, et prend note avec satisfaction des différentes initiatives à cet égard, notamment de l'Alliance des civilisations et des programmes menés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ;

11. *Accueille avec satisfaction et encourage* les efforts soutenus que font tous les acteurs de la société, notamment les organisations de la société civile, les communautés religieuses, les institutions nationales des droits de l'homme, les médias et d'autres acteurs, pour promouvoir l'application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, et encourage également l'action que ceux-ci mènent pour promouvoir la liberté de religion ou de conviction et pour mettre en évidence les cas d'intolérance, de discrimination et de persécution fondées sur la religion ;

12. *Demande* aux États d'exploiter le potentiel de l'éducation pour éliminer les préjugés et les stéréotypes visant des personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions ;

13. *Prend note* du rapport thématique que la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction a consacré à la liberté de religion ou de conviction et l'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹.

14. *Prend également note* de l'action menée par la Rapporteuse spéciale, et conclut que le ou la titulaire du mandat doit continuer à contribuer à la promotion, à la protection et à la réalisation universelle du droit à la liberté de religion ou de conviction ;

15. *Décide* de prolonger le mandat de Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction pour une nouvelle période de trois ans, et invite le ou la titulaire à s'acquitter de son mandat conformément au paragraphe 18 de sa résolution 6/37 du 14 décembre 2007 ;

16. *Exhorte* tous les gouvernements à coopérer pleinement avec le ou la titulaire du mandat et à réserver un accueil favorable à ses demandes de visite, ainsi qu'à lui fournir toutes les informations voulues pour lui permettre de s'acquitter de son mandat plus efficacement encore ;

17. *Prie* le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au ou à la titulaire du mandat toute l'assistance humaine, technique et financière nécessaire à l'accomplissement effectif de son mandat ;

¹ [A/HRC/58/49](#).

18. *Prie* le ou la titulaire du mandat de lui rendre compte chaque année de ses activités, ainsi qu'à l'Assemblée générale, conformément à leurs programmes de travail respectifs ;

19. *Décide* de demeurer saisi de cette question au titre du même point de l'ordre du jour et de poursuivre l'examen des mesures visant à appliquer la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion et la conviction.
